## Table des matières

Sigles	11
Préface	15
Avant-propos	19
Introduction.	23
Chapitre I	
Le temps des faux-semblants (1945-1978)	37
Le PCF, le pacifisme, l'URSS et la perspective de l'Union de la gauche	38
Les communistes : d'un apparent premier consensus au pacifisme	38
Une timide opposition à la force de frappe dans les années 1960	41
Au seuil des années 1970, le PCF développe un cadre conceptuel favorable	42
Les ambiguïtés de la gauche non communiste	44
Un rôle décisif dans les années 1950	44
Une opposition à la force de frappe et à de Gaulle	47
La condamnation ambiguë de la force de frappe dans le premier programme du PS : un cadre conceptuel favorable	49
Les ambiguïtés du programme commun de gouvernement	52
Le programme commun : une acceptation partielle de la dissuasion nucléaire	
Une acceptation du nucléaire militaire et de la V <sup>e</sup> République	
À droite, la relance du débat stratégique sous Giscard	55
Avec l'élection de Giscard, le ralliement centriste	55
Pensée stratégique gaullienne et doctrine stratégique « gaulliste »	
Les évolutions stratégiques sous Giscard	
La fronde gaulliste	
L'acceptation de la dissuasion par le PCF.	65
La conversion	66
Pourquoi cette décision?	67
Une réelle acceptation	71
La dissuasion dans l'actualisation du programme commun :	
un sujet de friction, d'identité politique mais pas de rupture	
Le débat sur la dissuasion et une défense indépendante	
Les questions stratégiques, marqueuses d'une identité politique	75

Le PS à la recherche d'une doctrine stratégique	79
La réflexion stratégique de Mitterrand et du PS avant 1978	79
L'apparition de la notion de consensus et l'évolution du PS	81
L'adoption de la dissuasion par le PS est-elle fondatrice	
d'un nouveau « consensus »?	83
Un « compromis nucléaire »	
Des divergences internes qui favorisent Mitterrand	
Une gauche divisée	
Peut-on parler d'un consensus en 1978?	89
Chapitre II	
La cristallisation d'une conception « sanctuariste » de la doctrine	e
(1978-1981)	
Giscard face à « la crise de la détente »	
Giscard et le désarmement	
Les socialistes approfondissent leur réflexion	
La défense de l'Europe relance le débat stratégique Un débat qui favorise Mitterrand	
Les errements communistes	
La motion de censure du 20 décembre 1979	
La motion de censure du 20 décembre 1979 . Les questions de sécurité au service de stratégies d'identification du PCF et du PC	
La crise des euromissiles exacerbe la controverse sur la « bataille de l'avant »	
Une surenchère gaulliste s'empare des grandes formations politiques	
Une surenchere gauliste s'empare aes granaes formations politiques	
Une tournure médiatique	
Une bombe à neutrons française?	
« Bataille de l'avant » et bombe à neutrons : même combat!	
« Batatue ae t avant » et oombe a neutrons : meme combat:	
Gaullistes et socialistes rejettent le concept d'utilisation	
La bombe à neutrons cristallise les débats	
Les débats de la précampagne présidentielle	
L'habileté de Mitterrand face à Giscard, aux communistes et à Rocard	
Le « petit télégraphiste »	
Les questions nucléaires, fantômes de la campagne de 1981?	
Un débat présent mais faible	
La prudence socialiste.	
L'adoption de la posture stratégique gaulliste	, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,
dès les premières semaines de la présidence Mitterrand	129
Entre antinucléaires et opposition	
Les habits du chef des Armées	

## Chapitre III

Mitterrand face à la crise des euromissiles (1981-1984)	135
Une opinion partagée.	136
L'attachement à une dissuasion comprise comme la « non-guerre »	
L'évolution en faveur de la dissuasion et de la double décision	
La fermeté face aux deux grands	140
« Un acte fondateur : le refus des SS 20 »	
Le refus de la prise en compte	142
« Ami, allié, pas aligné »	144
L'alliance avec Kohl	145
Les socialistes français privilégient leur politique de sécurité	145
Mitterrand-Kohl : une alliance transpartisane	148
PS, « deuxième gauche » et intellectuels	151
Courroie de transmission et rôle tampon	151
Privilégier la paix au pacifisme	
L'engagement de la « deuxième gauche » et des intellectuels	
Un facteur intellectuel dans la modération du mouvement pacifiste français?	
Les communistes et le mouvement pacifiste	
Des alliés fidèles	
L'opposition à la mise en œuvre de la double décision	
Quel rôle des communistes dans la faiblesse du pacifisme français?	
Les communistes refusent de rompre sur les questions stratégiques	
« La prise en considération »	
Des communistes soucieux d'afficher leurs convergences avec les socialistes	1 / 1
Chapitre IV	
L'opposition de droite à l'offensive (1981-1986)	175
Comment critiquer la continuité?	176
Les budgets 1982 et 1983 : éviter le « consensus »?	
La droite et le discours du Bundestag : retour à Varsovie?	180
L'impossible critique de la loi de programmation militaire 1984-1988	182
Se saisir des questions de défense pour unir l'opposition	182
Un débat budgétaire	185
Une loi de programmation révélatrice des ambiguïtés de la majorité?	186
Un vrai débat stratégique	188
La genèse de la FAR	188
L'incohérence de l'opposition favorise le PS	191
L'IDS	194
Le refus de l'Élysée	194
Des pressions quasi inexistantes	196
L'abandon de la grille de lecture gaulliste?	199
« Sacrilège » à droite, blasphèmes et Vatican II des gaullistes	199

Union de la droite et IDS	203
Le Rainbow Warrior	205
L'affaire	205
Une opinion désormais acquise à l'arme nucléaire	206
Le « domaine réservé »	208
L'approfondissement de la relation franco-allemande	208
Mitterrand en campagne	210
Le mur du « consensus ».	212
Casser l'image du consensus	212
Le « consensus » : un outil politique qui fonctionne	215
Chapitre V	
François Mitterrand, l'homme du consensus (1986-1988)	219
« C'est qui le chef? »	220
La cohabitation : mode d'emploi	
La mise en scène du « chef des armées »	
S'entendre avec Mitterrand.	224
L'IDS	
Vers une nouvelle loi de programmation militaire	226
Le discours de Chirac devant l'IHEDN	227
La contre-offensive de Mitterrand	229
Toujours la défense de l'avant	231
Reykjavik alimente la réflexion du Gouvernement sur l'ANT	
La loi de programmation militaire 1987-1991 : un air de consensus	
Une riposte graduée à la française?	
Retourner dans le commandement intégré?	
Réintégrer?	
L'impossible rapprochement	
Succès de la double décision ou « Munich européen »?	
Quels risques pour la France?	
Vers un « Munich européen »?	
La deuxième option zéro se mêle à la précampagne présidentielle	
La relation franco-allemande	
L'évolution de la position allemande sur les FNI conforte l'Élysée	
L'Élysée à la manœuvre pour approfondir la relation	
Mitterrand prend l'avantage	
Le parti du « consensus »	
Seule la parole de l'Élysée compte	
« Consensus » autour du président	
Le piège du « consensus »	
Capitaliser sur le « consensus »	
« Souscrire sans aucune réserve »	262

La « France unie »	
Épilogue	269
Conclusion	275
Annexes	283
Index	293